



## ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2019

- **Augmentation de 3 % du total des produits tirés des services et de 7 % du BAIIA ajusté, exclusion faite de certaines transactions liées au baseball.**
- **Solide performance financière et opérationnelle du secteur Sans-fil :**
  - **augmentation de 4 % des produits tirés des services et de 9 % du BAIIA ajusté;**
  - **taux d'attrition de 0,99 % des abonnés aux services facturés, soit le meilleur résultat à ce chapitre de toute l'histoire de Rogers;**
  - **progression de 3 % du MFMPA mixte et de 1 % des PMPA mixtes grâce à nos activités méthodiques d'ajout d'abonnés aux services facturés, qui ont entraîné des ajouts nets de 23 000 abonnés.**
- **Augmentation de 1 % des produits et de 3 % du BAIIA ajusté du secteur Cable :**
  - **croissance toujours remarquable de 7 % des produits tirés des services d'accès Internet et ajouts nets de 14 000 abonnés, ce qui rend compte de la pénétration toujours accrue d'Internet.**
- **Remboursement de 402 millions de dollars aux actionnaires, dont 247 millions de dollars en dividendes et 155 millions de dollars en rachats d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.**
- **Obtention de licences de spectre de la bande de 600 MHz pouvant prendre en charge la technologie 5G dans chaque province et territoire.**
- **Confirmation des solides prévisions pour l'exercice complet de 2019 :**
  - **augmentation des produits de 3 % à 5 % et croissance du BAIIA ajusté de 7 % à 9 %.**

TORONTO (le 18 avril 2019) – Rogers Communications Inc. a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels non audités pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019.

### Principaux résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018 <sup>1</sup>	Variation en %
Total des produits	<b>3 587</b>	3 633	(1)
Total des produits tirés des services <sup>2,3</sup>	<b>3 143</b>	3 127	1
BAIIA ajusté <sup>2,4</sup>	<b>1 335</b>	1 338	–
Bénéfice net	<b>391</b>	425	(8)
Résultat net ajusté <sup>4</sup>	<b>405</b>	477	(15)
Bénéfice dilué par action	<b>0,76 \$</b>	0,80 \$	(5)
Résultat par action dilué ajusté <sup>4</sup>	<b>0,78 \$</b>	0,90 \$	(13)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>998</b>	885	13
Flux de trésorerie disponibles <sup>5</sup>	<b>405</b>	441	(8)

<sup>1</sup> Nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 ») au 1<sup>er</sup> janvier 2019; l'incidence de cette norme est incluse dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date. Les résultats de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

<sup>2</sup> Exclusion faite de la distribution versée par la ligue majeure de baseball en 2018, la croissance du total des produits tirés des services se serait établie à 3 % pour le trimestre à l'étude. Exclusion faite de cette distribution et du calendrier de paiement des salaires de certains joueurs des Blue Jays de Toronto par suite des échanges effectués en 2019, la croissance du BAIIA ajusté se serait située à 7 % pour le trimestre considéré.

<sup>3</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>4</sup>Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ». Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

<sup>5</sup>À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

« Au premier trimestre, nous avons enregistré une solide croissance des produits tirés des services et du BAIIA ajusté de nos secteurs Sans-fil et Cable, a déclaré Joe Natale, président et chef de la direction. Nous avons inscrit le taux d'attrition des abonnés aux services facturés de Sans-fil le plus bas de notre histoire, et la croissance des PMPA s'est poursuivie. Ces résultats remarquables sont portés par la vigueur de notre bilan, et nous en avons profité pour rémunérer activement nos actionnaires en procédant au rachat de 155 millions de dollars d'actions. C'était notre premier rachat d'actions depuis 2013. Cette solidité financière nous a également permis d'obtenir des licences de spectre pouvant prendre en charge la technologie 5G pour nos clients dans chaque province et territoire. Dans l'ensemble, nous avons confiance dans nos plans de croissance à long terme et sommes en bonne voie de réaliser nos solides projections en 2019. »

## **Faits saillants financiers trimestriels**

### **Produits**

Le total des produits a diminué de 1 % pour le trimestre à l'étude, surtout en raison des reculs de 12 % des produits tirés du matériel du secteur Sans-fil et des produits du secteur Media. Le déclin des produits tirés du matériel de Sans-fil s'explique principalement par notre approche disciplinée à l'égard des ajouts d'abonnés aux services facturés, tandis que la baisse des produits de Media découle de la distribution versée par la ligue majeure de baseball au premier trimestre de 2018.

Ces reculs ont été en partie compensés par la solide croissance de 4 % des produits tirés des services de Sans-fil, les PMPA mixtes ayant continué d'augmenter d'un exercice à l'autre pour un douzième trimestre de suite, et par celle de 1 % de Cable, qui a enregistré une progression de 7 % de ses produits tirés des services d'accès Internet, ce qui a continué de stimuler les résultats du secteur. Tous secteurs confondus, le total des produits tirés des services a progressé de 1 % au cours du trimestre.

Exclusion faite de la distribution versée par la ligue majeure de baseball à l'exercice précédent, le total des produits serait resté stable pour le trimestre à l'étude et le total des produits tirés des services aurait augmenté de 3 %.

### **BAIIA ajusté et marges**

Bien que le BAIIA ajusté consolidé soit resté stable pour le trimestre à l'étude, nous avons réussi à faire progresser de 40 points de base la marge du BAIIA ajusté. Exclusion faite de certains facteurs liés au baseball, le BAIIA ajusté consolidé aurait augmenté de 7 % pour le trimestre considéré et la marge aurait progressé de 250 points de base par rapport à l'exercice précédent. L'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation du BAIIA ajusté par rapport à l'exercice précédent parce que nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018, ce qui a compté pour 3 points de pourcentage de la croissance, dont l'incidence s'est surtout fait sentir dans le secteur Sans-fil.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a progressé de 9 %, ce qui a donné une marge de 46,4 %, soit une hausse de 380 points de base par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à la solide croissance des produits tirés des services de ce secteur et à l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 3 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la migration constante de la composition des produits au profit des services d'accès Internet à marge supérieure et à diverses mesures de réduction des coûts. Par conséquent, la marge s'est établie à 45,6 % pour le trimestre considéré, soit une hausse de 90 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Media a diminué de 465 %, ou de 107 millions de dollars, au cours du trimestre considéré, diminution imputable surtout à la baisse des produits du secteur mentionnée plus haut et à l'augmentation des charges opérationnelles de Media causée par le calendrier de paiement des salaires de certains joueurs des Blue Jays de Toronto par suite des échanges effectués en 2019. Exclusion faite de l'incidence de ces facteurs liés au baseball, le BAIIA ajusté de Media aurait diminué de 25 % pour le trimestre à l'étude.

### **Bénéfice net et résultat net ajusté**

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont diminué de 8 % et de 15 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude, principalement en raison des transactions liées au baseball mentionnées ci-dessus. Exclusion faite de ces transactions, le bénéfice net aurait augmenté de 10 % tandis que le résultat net ajusté serait resté stable.

### **Souplesse financière et évolution du réseau portées par de substantiels flux de trésorerie**

Nous avons continué de dégager de substantiels flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, soit 998 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui équivaut à une progression de 13 %, et des flux de trésorerie disponibles de 405 millions de dollars pour le trimestre, soit une baisse de 8 %.

Nos solides résultats financiers nous permettent de continuer à investir dans notre réseau et nos avoirs de spectre et à renforcer notre bilan et nos liquidités tout en versant en trésorerie des sommes considérables à nos actionnaires au moyen de dividendes et de rachats d'actions. Nous avons en effet versé des dividendes de 247 millions de dollars au cours du trimestre considéré et nous avons annoncé une augmentation de 4,2 % de notre taux de dividende annualisé, ce qui le porte à 2,00 \$ par action. Nous avons aussi procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2,2 millions d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote (les « actions de catégorie B sans droit de vote »), d'une valeur de 155 millions de dollars, dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. À la fin du premier trimestre, notre ratio d'endettement s'établissait à 2,7, contre 2,5 à la fin de 2018, en raison de l'adoption de l'IFRS 16.

Grâce à notre solidité financière, nous avons obtenu, en avril 2019, des licences de spectre de la bande de 600 MHz pour 1,7 milliard de dollars. Nous avons également conclu une nouvelle facilité de crédit non renouvelable de 2,2 milliards de dollars américains (2,9 milliards de dollars) en avril, ce qui nous procure d'importantes liquidités disponibles supplémentaires que nous pouvons utiliser pour effectuer les paiements nécessaires à l'obtention des licences de spectre. Si l'on prend en compte l'acquisition en cours de ces licences de spectre, notre ratio d'endettement aurait été de 3,0 au 31 mars 2019.

### **Faits saillants stratégiques**

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-dessous.

*Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier*

- Nous avons inscrit le meilleur taux d'attrition des services facturés de Sans-fil de notre histoire : 0,99 %.
- Le nombre de clients qui adoptent nos services numériques a augmenté et le volume des appels reçus a diminué.
- Nous avons amélioré le service de nos centres d'appel et réduit le temps de traitement des appels.

#### *Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité*

- En avril, nous avons obtenu des licences de spectre de la bande de 600 MHz pour une période de 20 ans, qui s'étendent à toutes les provinces et territoires du pays, pour un prix total de 1,7 milliard de dollars, afin d'offrir à nos clients la meilleure expérience sans fil qui soit. Ce spectre de basse fréquence constitue un fondement essentiel pour le déploiement de la technologie 5G à l'échelle du Canada.
- Nous avons annoncé un investissement de 100 millions de dollars destiné à étendre la couverture de nos services sans fil sur plus de 1 000 kilomètres pour atteindre des collectivités rurales et isolées au Canada.
- Nous avons fait nos premiers essais de transmission de données avec la 5G sur un réseau de Toronto prêt pour cette technologie.
- Nous avons conclu des ententes de service cadres à l'échelle nationale avec des partenaires importants du secteur immobilier afin de soutenir le déploiement de l'infrastructure 5G.

#### *Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent*

- Nous nous sommes associés au Réseau de télévision des peuples autochtones pour diffuser la toute première partie de hockey de la LNH commentée en cri des plaines.
- L'adoption de notre service Télé Élan s'est encore accélérée et a enregistré des millions de recherches vocales de contenu.
- Nous avons annoncé la vente de notre division de l'édition à St. Joseph Communications.

#### *Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons*

- Le total des produits tirés des services a progressé de 3 % et le BAIIA ajusté, de 7 %, exclusion faite de certaines transactions liées au baseball.
- Le MFMPA mixte et les PMPA mixtes de Sans-fil ont augmenté de 3 % et de 1 %, respectivement.
- Nous avons racheté 2,2 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote pour une somme de 155 millions de dollars.

#### *Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé*

- En janvier 2019, nous avons accédé à l'indice d'égalité des sexes de Bloomberg pour 2019, qui a reconnu 230 entreprises prônant la transparence dans la divulgation de l'information sur l'égalité des sexes et la promotion des femmes dans les milieux de travail.
- Mediacorp Canada Inc. nous a nommés parmi les meilleurs employeurs au Canada pour la diversité en mars 2019.
- Nous avons adopté une nouvelle stratégie d'inclusion et de diversité comprenant des cibles triennales de représentation pour l'accession des femmes à des postes de direction et l'embauche de membres des minorités visibles, de la communauté LGBTQ+ et des peuples autochtones ainsi que de personnes handicapées.

#### *Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays*

- Nous avons accru l'accès Internet à haute vitesse abordable grâce à l'expansion de notre programme « Branché sur le succès » et participé à l'initiative « Familles branchées » du gouvernement du Canada.
- Nous avons recueilli plus de 180 000 \$ à l'intention de causes communautaires de tout le pays au moyen de collectes de fonds organisées par les stations de radio de Rogers Media.

## À propos de Rogers

Rogers est une société canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services de transmission sans fil de la voix et des données et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie par câble aux particuliers et aux entreprises au Canada. Par l'intermédiaire de Rogers Media, nous exerçons des activités de radiodiffusion, de télédiffusion, de divertissement sportif, de magasinage en ligne et de téléachat et de médias numériques. Nos actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et à la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

### Relations avec les investisseurs

Paul Carpino  
647-435-6470  
paul.carpino@rci.rogers.com

### Relations avec les médias

Terrie Tweddle  
647-501-8346  
terrie.tweddle@rci.rogers.com

## Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

La téléconférence sur les résultats du premier trimestre de 2019 à l'intention de la communauté financière se tiendra :

- le 18 avril 2019,
- à 8 h, heure de l'Est,
- à l'adresse [investisseurs.rogers.com](http://investisseurs.rogers.com),
- les médias pourront participer à titre d'auditeurs seulement.

Une rediffusion sera présentée à l'adresse [investisseurs.rogers.com](http://investisseurs.rogers.com) pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse [investisseurs.rogers.com](http://investisseurs.rogers.com).

## Renseignements supplémentaires

Vous trouverez plus de renseignements à notre sujet sur notre site Web ([investisseurs.rogers.com](http://investisseurs.rogers.com)), sur SEDAR ([sedar.com](http://sedar.com)) et sur EDGAR ([sec.gov](http://sec.gov)); vous pouvez aussi nous envoyer un courriel à l'adresse [investor.relations@rci.rogers.com](mailto:investor.relations@rci.rogers.com). L'information sur les sites Web en question ou sur des sites Web liés et tout autre site Web mentionné aux présentes ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

Vous pouvez également visiter la page [investisseurs.rogers.com](http://investisseurs.rogers.com) pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

## À propos du présent communiqué

Le présent communiqué présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre clos le 31 mars 2019 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Il doit être lu en parallèle avec notre rapport de gestion pour le premier trimestre de 2019, nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre de 2019 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2018, nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à [sedar.com](http://sedar.com) ou sur EDGAR, à [sec.gov](http://sec.gov), respectivement.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous avons adopté une nouvelle norme comptable, l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), qui est présentée à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » du présent communiqué de presse et de notre rapport de gestion du premier trimestre de 2019. L'adoption de l'IFRS 16 a eu une incidence importante sur les résultats présentés. Conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue, nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de l'exercice précédent.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux PCGR, de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2018. En avril 2019, nous avons vendu certains actifs de notre division de l'édition, y compris nos marques de magazines imprimés et numériques, à St. Joseph Communications.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. L'information est datée du 17 avril 2019 et a été approuvée par le conseil d'administration de RCI (le « conseil ») à cette date. Le présent communiqué contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Dans le présent communiqué, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « premier trimestre » désignent la période de trois mois close le 31 mars 2019, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2018 ou au 31 décembre 2018, selon le cas.

## Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

<b>Secteur</b>	<b>Activités principales</b>
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

## Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018 <sup>1</sup>	Variation en %
Produits			
Sans-fil	<b>2 189</b>	2 191	–
Cable	<b>976</b>	969	1
Media	<b>468</b>	532	(12)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(46)</b>	(59)	(22)
Produits	<b>3 587</b>	3 633	(1)
Total des produits tirés des services <sup>2</sup>	<b>3 143</b>	3 127	1
BAIIA ajusté <sup>3</sup>			
Sans-fil	<b>1 015</b>	934	9
Cable	<b>445</b>	433	3
Media	<b>(84)</b>	23	n. s.
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(41)</b>	(52)	(21)
BAIIA ajusté	<b>1 335</b>	1 338	–
Marge du BAIIA ajusté <sup>3</sup>	<b>37,2 %</b>	36,8 %	0,4 pt
Bénéfice net	<b>391</b>	425	(8)
Bénéfice de base par action	<b>0,76 \$</b>	0,83 \$	(8)
Bénéfice dilué par action	<b>0,76 \$</b>	0,80 \$	(5)
Résultat net ajusté <sup>3</sup>	<b>405</b>	477	(15)
Résultat par action de base ajusté <sup>3</sup>	<b>0,79 \$</b>	0,93 \$	(15)
Résultat par action dilué ajusté <sup>3</sup>	<b>0,78 \$</b>	0,90 \$	(13)
Dépenses d'investissement	<b>617</b>	605	2
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>998</b>	885	13
Flux de trésorerie disponibles <sup>3,4</sup>	<b>405</b>	441	(8)

n. s. - non significatif

<sup>1</sup> Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019; l'incidence de cette norme est incluse dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date.

Les résultats de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

<sup>2</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>3</sup> Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>4</sup> Les flux de trésorerie disponibles de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions.

## Résultats de nos secteurs à présenter

### SANS-FIL

#### Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Produits			
Produits tirés des services	<b>1 747</b>	1 687	4
Produits tirés du matériel	<b>442</b>	504	(12)
Produits	<b>2 189</b>	2 191	–
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	<b>501</b>	561	(11)
Autres charges opérationnelles	<b>673</b>	696	(3)
Charges opérationnelles	<b>1 174</b>	1 257	(7)
BAIIA ajusté	<b>1 015</b>	934	9
Marge du BAIIA ajusté	<b>46,4 %</b>	42,6 %	3,8 pts
Dépenses d'investissement	<b>282</b>	260	8

#### Résultats d'abonnements de Sans-fil <sup>1</sup>

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation
Services facturés			
Ajouts bruts d'abonnés	<b>295</b>	377	(82)
Ajouts nets d'abonnés	<b>23</b>	95	(72)
Total des abonnés aux services facturés <sup>2</sup>	<b>9 180</b>	8 799	381
Attrition (mensuelle)	<b>0,99 %</b>	1,08 %	(0,09) pt
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	<b>171</b>	163	8
Réductions nettes d'abonnés	<b>(56)</b>	(60)	4
Total des abonnés aux services prépayés <sup>2</sup>	<b>1 570</b>	1 718	(148)
Attrition (mensuelle)	<b>4,69 %</b>	4,24 %	0,45 pt
MFMPA mixte (mensuel)	<b>64,62 \$</b>	62,67 \$	1,95 \$
PMPA mixtes (mensuels)	<b>54,13 \$</b>	53,68 \$	0,45 \$

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

### **Produits tirés des services**

La hausse de 4 % des produits tirés des services du trimestre considéré est attribuable aux facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés;
- l'accroissement de 1 % des PMPA mixtes pour le trimestre à l'étude, par suite essentiellement de l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés de nos diverses marques.

L'augmentation de 3 % du MFMPA mixte du trimestre à l'étude est attribuable à la croissance des produits tirés des services mentionnée plus haut.

La hausse des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés du trimestre considéré s'est établie à 295 000 abonnés et les ajouts nets, à 23 000 abonnés. Le fléchissement de ces chiffres par rapport à la même période de l'exercice précédent s'explique par notre approche disciplinée de gestion des abonnés et par un ralentissement général des marchés au cours du trimestre à l'étude en regard de l'exercice précédent. Nous croyons que la baisse du taux d'attrition pour le trimestre considéré découle de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à l'amélioration de notre service à la clientèle et à la qualité toujours supérieure de notre réseau.

### **Produits tirés du matériel**

La baisse de 12 % des produits tirés du matériel pour le trimestre découle des éléments suivants :

- la baisse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- la diminution des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés mentionnée ci-dessus.

### **Charges opérationnelles**

#### *Coût du matériel*

La baisse de 11 % du coût du matériel pour le trimestre considéré s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants et des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés, mentionnée ci-dessus;
- facteur en partie contrebalancé par une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé.

#### *Autres charges opérationnelles*

Les autres charges opérationnelles ont diminué de 3 % pour le trimestre à l'étude en raison principalement de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

### **BAIIA ajusté**

L'augmentation de 9 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées.

## CABLE

### Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation en %
Produits			
Services d'accès Internet	541	506	7
Services de télévision	357	365	(2)
Services de téléphonie	76	96	(21)
Produits tirés des services	974	967	1
Produits tirés du matériel	2	2	–
Produits	976	969	1
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	5	5	–
Autres charges opérationnelles	526	531	(1)
Charges opérationnelles	531	536	(1)
BAIIA ajusté	445	433	3
Marge du BAIIA ajusté	45,6 %	44,7 %	0,9 pt
Dépenses d'investissement	289	297	(3)

### Résultats d'abonnements de Cable <sup>1</sup>

(en milliers)	Trimestres clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation
Services d'accès Internet			
Ajouts nets d'abonnés	14	26	(12)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet <sup>2</sup>	2 444	2 347	97
Services de télévision			
Réductions nettes d'abonnés	(28)	(12)	(16)
Nombre total d'abonnés aux services de télévision <sup>2</sup>			
Services de téléphonie	1 657	1 728	(71)
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(10)	9	(19)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie <sup>2</sup>	1 106	1 117	(11)
Foyers branchés <sup>2</sup>	4 381	4 327	54
Nombre total d'abonnés <sup>3</sup>			
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	(24)	23	(47)
Nombre total d'abonnés <sup>2</sup>	5 207	5 192	15

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

<sup>3</sup> Comprend les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

## **Produits**

L'augmentation de 1 % des produits pour le trimestre considéré s'explique par :

- la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- les changements apportés à la tarification des services;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- les réductions d'abonnés aux services de télévision.

## **Produits tirés des services d'accès Internet**

Les produits tirés des services d'accès Internet ont augmenté de 7 % pour le trimestre considéré. Ces augmentations sont attribuables aux facteurs suivants :

- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- une migration générale des clients vers des services d'accès Internet offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par les prix promotionnels offerts aux abonnés.

## **Produits tirés des services de télévision**

La baisse de 2 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre considéré s'explique par :

- la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- facteur en partie compensé par les nouveaux abonnés à Télé Élan;
- les changements apportés à la tarification des services de télévision, déduction faite de l'offre de prix promotionnels aux abonnés.

## **Produits tirés des services de téléphonie**

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 21 % au cours du trimestre à l'étude, en raison surtout de la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, ce qui se traduit par des rabais plus élevés pour les services de téléphonie.

## **Charges opérationnelles**

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % au cours du trimestre considéré en raison de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

## **BAIIA ajusté**

Le BAIIA ajusté a augmenté de 3 % pour le trimestre considéré en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

## MEDIA

### Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	2019	Trimestres clos les 31 mars	
		2018	Variation en %
Produits	<b>468</b>	532	(12)
Charges opérationnelles	<b>552</b>	509	8
BAlIA ajusté	<b>(84)</b>	23	n. s.
Marge du BAlIA ajusté	<b>(17,9) %</b>	4,3 %	(22,2) pts
Dépenses d'investissement	<b>22</b>	15	47

#### Produits

Les produits ont diminué de 12 % pour le trimestre considéré en raison de la distribution versée au cours de l'exercice précédent par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto. Exclusion faite de cette distribution, les produits de Media seraient restés stables d'un exercice à l'autre.

#### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 8 % pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique par :

- le calendrier de paiement des salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto par suite des échanges effectués, car les salaires auraient normalement été versés tout au long de la saison régulière;
- la hausse des coûts liés à la programmation.

#### BAlIA ajusté

La diminution du BAlIA ajusté pour le trimestre à l'étude est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut. Exclusion faite des opérations liées au baseball mentionnées ci-dessus, le BAlIA ajusté de Media aurait diminué de 25 % pour le trimestre.

#### Autres développements de Media

En avril 2019, nous avons vendu certains actifs de notre division de l'édition, y compris nos marques de magazines imprimés et numériques, à St. Joseph Communications.

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	2019	Trimestres clos les 31 mars	
		2018	Variation en %
Dépenses d'investissement <sup>1</sup>			
Sans-fil	<b>282</b>	260	8
Cable	<b>289</b>	297	(3)
Media	<b>22</b>	15	47
Siège social	<b>24</b>	48	(50)
Dépenses d'investissement avant le produit de la sortie	<b>617</b>	620	–
Produit de la sortie	–	(15)	(100)
Dépenses d'investissement <sup>1</sup>	<b>617</b>	605	2
Intensité du capital <sup>2</sup>	<b>17,2 %</b>	16,7 %	0,5 pt

<sup>1</sup> Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

<sup>2</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

### Sans-fil

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour le trimestre à l'étude découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G.

### Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre considéré découle de la baisse des investissements dans le matériel installé chez l'abonné, contrée en partie par la hausse des investissements que nous avons consacrés aux technologies de l'information et à notre réseau. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure hybride fibre optique-câble coaxial au moyen du déploiement additionnel de fibre optique et d'améliorations apportées à la technologie DOCSIS. Ce déploiement et ces améliorations contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable.

### Media

La hausse des dépenses d'investissement du secteur Media du trimestre à l'étude s'explique par l'augmentation des investissements dans notre infrastructure de diffusion et le Centre Rogers.

### Siège social

La diminution des dépenses d'investissement du siège social du trimestre considéré découle du fait que les dépenses consacrées à la technologie de l'information avaient été plus élevées en 2018.

### Intensité du capital

L'intensité du capital a augmenté au cours du trimestre à l'étude en raison de la hausse des dépenses d'investissement décrite plus haut et de la baisse du total des produits.

## Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 6 mars 2019 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2018. La modification importante concernant la réglementation survenue depuis cette date est décrite ci-après.

### Licences de spectre de la bande de 600 MHz

La mise aux enchères des licences de spectre de 600 MHz d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada a commencé le 12 mars 2019 et s'est terminée le 4 avril 2019. Les résultats ont été rendus publics le 10 avril 2019. Douze sociétés ont participé aux enchères et 104 des 112 licences ont été attribuées à neuf de ces sociétés, pour une valeur totale de 3,5 milliards de dollars. Nous avons acquis 52 licences au coût de 1,7 milliard de dollars. Nous prendrons possession de ces licences au cours du deuxième trimestre de 2019, une fois que nous aurons effectué le paiement des licences et réussi l'examen en matière de propriété et de contrôle par des Canadiens.

## Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2018, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

### Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2019

#### IFRS 16

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, qui annule et remplace les normes comptables précédentes visant les contrats de location, notamment l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 ») et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (l'« IFRIC 4 »).

L'IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Un preneur doit comptabiliser, dans son état de la situation financière, un actif au titre du droit d'utilisation, qui représentera son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent, et une obligation locative, qui représentera son obligation de faire des paiements de location. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, nous avons comptabilisé une augmentation considérable des actifs et des passifs dans notre état consolidé de la situation financière, ainsi qu'une baisse des coûts opérationnels (rendant compte du retrait des charges au titre des contrats de location), une augmentation des amortissements (occasionnée par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation), et une hausse des charges financières (imputable à l'accroissement de l'obligation locative). Pour les bailleurs, le traitement comptable reste pratiquement le même qu'aux termes de l'IAS 17.

Nous avons comptabilisé l'effet cumulatif de la première application de l'IFRS 16 à titre d'ajustement des résultats non distribués dans les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. Lors de la transition, nous nous sommes prévalus de la mesure de simplification prévoyant qu'en tant que preneur, nous pouvions maintenir nos évaluations de contrats de location faites selon l'IAS 17 et l'IFRIC 4 pour les contrats existants. Par conséquent, la définition d'un contrat de location de l'IFRS 16 n'a été appliquée qu'aux contrats conclus ou modifiés après le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Dans le cas des contrats de location qui avaient été classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives, au moment de la transition, ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1<sup>er</sup> janvier 2019. De façon générale, les actifs au titre de droits d'utilisation, au moment de la transition, ont été évalués au montant des obligations locatives correspondantes, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer. Dans le cas de certains contrats de location à l'égard desquels l'information est disponible, nous avons choisi d'évaluer les actifs au titre de droits d'utilisation à leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location selon le taux d'emprunt marginal connexe pour la durée résiduelle du contrat de location au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Lorsque nous avons appliqué l'IFRS 16 à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, nous nous sommes prévalus des mesures de simplification suivantes :

- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au 1<sup>er</sup> janvier 2019;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options d'achat, de prolongation ou de résiliation;
- nous appuyer sur l'évaluation faite au 31 décembre 2018 conformément à l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* pour déterminer si des contrats sont déficitaires au lieu d'effectuer un test de dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation.

Nous avons choisi de ne pas séparer les composantes non locatives fixes des composantes locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives fixes qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Nous ne nous sommes pas prévalus des exemptions relatives à la comptabilisation des contrats de location à court terme ou de faible valeur au moment de la transition; cependant, nous pourrions choisir dans l'avenir de nous prévaloir des exemptions relatives à la comptabilisation : catégorie par catégorie pour les nouvelles catégories de contrats à court terme et contrat par contrat pour les contrats de faible valeur.

Il n'y a pas eu d'incidences importantes dans le cas des contrats de location pour lesquels nous sommes le bailleur.

## Effet de la transition à l'IFRS 16

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 16 apportés à certaines des principales mesures financières présentées dans notre état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

(en millions de dollars)	Note	Tels que présentés au 31 décembre 2018	Effet de la transition à l'IFRS 16	Après la transition au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
<b>Actifs</b>				
<b>Actifs courants</b>				
Autres actifs courants		436	(23)	413
Actifs courants restants		4 452	–	4 452
<b>Total des actifs courants</b>		<b>4 888</b>	<b>(23)</b>	<b>4 865</b>
Immobilisations corporelles	<i>i</i>	11 780	1 481	13 261
Actifs à long terme restants		15 250	–	15 250
<b>Total des actifs</b>		<b>31 918</b>	<b>1 458</b>	<b>33 376</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>				
<b>Passifs courants</b>				
Créditeurs et charges à payer		3 052	(55)	2 997
Partie courante des obligations locatives	<i>i</i>	–	190	190
Passifs courants restants		3 784	–	3 784
<b>Total des passifs courants</b>		<b>6 836</b>	<b>135</b>	<b>6 971</b>
Obligations locatives	<i>i</i>	–	1 355	1 355
Passifs d'impôt différé		2 910	(9)	2 901
Passifs à long terme restants		13 993	–	13 993
<b>Total des passifs</b>		<b>23 739</b>	<b>1 481</b>	<b>25 220</b>
Capitaux propres		8 179	(23)	8 156
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>31 918</b>	<b>1 458</b>	<b>33 376</b>

### i) Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives

À la date de début de la location, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2019 aux fins de notre adoption, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à l'égard de tous les contrats de location existants. L'obligation locative a été évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'auront pas encore été versés à la date de début. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent :

- les paiements fixes, y compris en substance;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes qui devraient être payables au titre d'une garantie de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers effectués lors d'une période de renouvellement optionnel si nous avons la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation, et les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, à moins que nous ayons la certitude raisonnable que nous ne résilierons pas le contrat de manière anticipée.

Après la transition, l'actif au titre du droit d'utilisation sera évalué initialement à son coût, qui se compose des éléments suivants :

- le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des loyers payés à la date de début ou avant celle-ci;
- plus les coûts directs initiaux engagés;
- une estimation des coûts liés au démantèlement et à l'enlèvement du bien sous-jacent ou à la restauration du lieu;
- déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

De façon générale, l'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur la durée du contrat, à moins que nous prévoyions devenir propriétaires de l'actif à la fin du contrat de location. La durée du contrat comprend ce qui suit :

- le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable;
- les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable d'exercer;
- les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de ne pas exercer.

## Objectifs financiers

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au BAIIA ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux dépenses d'investissement qui ont été présentées le 24 janvier 2019. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » du présent communiqué et à la rubrique « Objectifs financiers et opérationnels » de notre rapport de gestion annuel de 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2018 et dans notre rapport de gestion pour le premier trimestre de 2019. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés,
  - le nombre d'abonnés de Sans-fil,
  - le nombre d'abonnés de Cable,
  - le nombre de foyers branchés (Cable),
- le taux d'attrition des abonnés,
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte,
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes,
- l'intensité du capital,
- le total des produits tirés des services.

## Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté  Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement.</li> <li>Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction.</li> </ul>	<p>BAlIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles.</p> <p>Marge du BAlIA ajusté :</p> <p>BAlIA ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Produits</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté  Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents.</li> </ul>	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte sur les obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives.</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	<p>Bénéfice net</p> <p>Bénéfice de base et dilué par action</p>
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents.</li> </ul>	<p>BAlIA ajusté</p> <p>Moins les éléments suivants</p> <p>Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie.</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Dettes nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives, obligations locatives, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme.	Dettes à long terme
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	Dettes nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus).	Dettes à long terme divisée par le bénéfice net

<sup>1</sup> À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

### Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Bénéfice net	391	425
Ajouter :		
Charge d'impôt sur le résultat	139	141
Charges financières	189	219
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	609	544
BAIIA	1 328	1 329
Ajouter (déduire) :		
Autres produits	(13)	(23)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	20	43
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(11)
BAIIA ajusté	1 335	1 338

## Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
BAIIA ajusté	<b>1 335</b>	1 338
Diviser par : total des produits	<b>3 587</b>	3 633
Marge du BAIIA ajusté	<b>37,2 %</b>	36,8 %

## Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Bénéfice net	<b>391</b>	425
Ajouter (déduire) :		
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>20</b>	43
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	28
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	(11)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	<b>(6)</b>	(8)
Résultat net ajusté	<b>405</b>	477

## Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Résultat par action de base ajusté :		
Résultat net ajusté	<b>405</b>	477
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	<b>514</b>	515
Résultat par action de base ajusté	<b>0,79 \$</b>	0,93 \$
Résultat par action dilué ajusté :		
Résultat net ajusté dilué	<b>405</b>	464
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	<b>516</b>	516
Résultat par action dilué ajusté	<b>0,78 \$</b>	0,90 \$

## Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018 (chiffres retraits) <sup>1</sup>
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	998	885
Ajouter (déduire) :		
Dépenses d'investissement	(617)	(605)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(168)	(182)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	20	43
Intérêts payés	220	238
Amortissement des droits de diffusion	(19)	(14)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	9	69
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	13	21
Autres ajustements	(51)	(14)
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>405</b>	<b>441</b>

<sup>1</sup> À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

## Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

(en millions de dollars)	Au 31 mars	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Au 31 décembre
	2019	2019	2018
Partie courante de la dette à long terme	500	900	900
Dette à long terme	13 224	13 390	13 390
Coûts de transaction différés et escomptes	111	114	114
	<b>13 835</b>	<b>14 404</b>	<b>14 404</b>
Ajouter (déduire) :			
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 059)	(1 373)	(1 373)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(45)	(75)	(75)
Emprunts à court terme	2 648	2 255	2 255
Partie courante des obligations locatives	187	190	–
Obligations locatives	1 371	1 355	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(264)	(405)	(405)
<b>Dette nette ajustée</b>	<b>16 673</b>	<b>16 351</b>	<b>14 806</b>

  

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 31 mars	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Au 31 décembre
	2019	2019	2018
Dette nette ajustée	16 673	16 351	14 806
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	6 109	6 157	5 983
<b>Ratio d'endettement</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous avons modifié notre définition de la dette nette ajustée, de sorte qu'elle comprend maintenant le total de la « partie courante des obligations locatives » et des « obligations locatives ». Nous croyons que l'ajout du total des obligations locatives à la dette nette ajustée est approprié, parce que ces obligations représentent les paiements que nous nous sommes contractuellement engagés à effectuer et que les paiements en question ont été enlevés de notre calcul du BAIIA ajusté en raison de cette modification comptable.

Par ailleurs, nous n'avons pas retraité les périodes comparatives antérieures à 2019, conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue. Nous avons calculé le ratio d'endettement au 31 mars 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 afin d'en retrancher la charge locative comme si nous avions adopté l'IFRS 16 de manière rétrospective. Le calcul du ratio d'endettement au 1<sup>er</sup> janvier 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour l'exercice 2018 complet donne un ratio de 2,7, c'est-à-dire aucun changement par rapport à la dernière période écoulée close le 31 mars 2019. Comme les obligations locatives sont maintenant incluses dans la dette nette ajustée, nous sommes d'avis que cet ajustement donne une base plus significative et plus constante sur laquelle déterminer notre ratio d'endettement.

**Roger Communications Inc.****États consolidés résumés intermédiaires du résultat net**

(en millions de dollars, sauf les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits	<b>3 587</b>	3 633
Charges opérationnelles		
Coûts opérationnels	<b>2 252</b>	2 295
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>609</b>	544
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	<b>–</b>	(11)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>20</b>	43
Charges financières	<b>189</b>	219
Autres produits	<b>(13)</b>	(23)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	<b>530</b>	566
Charge d'impôt sur le résultat	<b>139</b>	141
Bénéfice net de la période	<b>391</b>	425
Bénéfice par action		
De base	<b>0,76 \$</b>	0,83 \$
Dilué	<b>0,76 \$</b>	0,80 \$

**Rogers Communications Inc.**
**États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière**

(en millions de dollars, non audité)

	Au 31 mars	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Au 31 décembre
	<b>2019</b>	2019	2018
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>264</b>	405	405
Débiteurs	<b>2 088</b>	2 259	2 259
Stocks	<b>462</b>	466	466
Partie courante des actifs sur contrat	<b>1 081</b>	1 052	1 052
Autres actifs courants	<b>411</b>	413	436
Partie courante des instruments dérivés	<b>201</b>	270	270
Total des actifs courants	<b>4 507</b>	4 865	4 888
Immobilisations corporelles	<b>13 327</b>	13 261	11 780
Immobilisations incorporelles	<b>7 188</b>	7 205	7 205
Placements	<b>2 458</b>	2 134	2 134
Instruments dérivés	<b>1 119</b>	1 339	1 339
Actifs sur contrat	<b>515</b>	535	535
Autres actifs à long terme	<b>134</b>	132	132
Goodwill	<b>3 905</b>	3 905	3 905
Total des actifs	<b>33 153</b>	33 376	31 918
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Emprunts à court terme	<b>2 648</b>	2 255	2 255
Créditeurs et charges à payer	<b>2 693</b>	2 997	3 052
Impôt sur le résultat à payer	<b>193</b>	177	177
Autres passifs courants	<b>139</b>	132	132
Passifs sur contrat	<b>282</b>	233	233
Partie courante de la dette à long terme	<b>500</b>	900	900
Partie courante des instruments dérivés	<b>134</b>	87	87
Partie courante des obligations locatives	<b>187</b>	190	–
Total des passifs courants	<b>6 776</b>	6 971	6 836
Provisions	<b>36</b>	35	35
Dette à long terme	<b>13 224</b>	13 390	13 390
Instruments dérivés	<b>87</b>	22	22
Obligations locatives	<b>1 371</b>	1 355	–
Autres passifs à long terme	<b>529</b>	546	546
Passifs d'impôt différé	<b>2 863</b>	2 901	2 910
Total des passifs	<b>24 886</b>	25 220	23 739
Capitaux propres	<b>8 267</b>	8 156	8 179
Total des passifs et des capitaux propres	<b>33 153</b>	33 376	31 918

**Rogers Communications Inc.**
**Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie**

(en millions de dollars, non audité)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Activités opérationnelles		
Bénéfice net de la période	<b>391</b>	425
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>609</b>	544
Amortissement des droits de diffusion	<b>19</b>	14
Charges financières	<b>189</b>	219
Charge d'impôt sur le résultat	<b>139</b>	141
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges	<b>8</b>	17
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(11)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	<b>(9)</b>	(69)
Autres	<b>30</b>	(26)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>1 376</b>	1 254
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	<b>(13)</b>	(21)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>1 363</b>	1 233
Impôt sur le résultat payé	<b>(145)</b>	(110)
Intérêts payés	<b>(220)</b>	(238)
<b>Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles</b>	<b>998</b>	885
Activités d'investissement		
Dépenses d'investissement	<b>(617)</b>	(605)
Entrées de droits de diffusion	<b>(7)</b>	(6)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	<b>(107)</b>	(138)
Autres	<b>(3)</b>	10
<b>Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement</b>	<b>(734)</b>	(739)
Activités de financement		
Produit tiré des (remboursements sur les) emprunts à court terme, montant net	<b>430</b>	(848)
(Remboursements sur les) émission de titres d'emprunt à long terme, montant net	<b>(400)</b>	938
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	<b>(11)</b>	(16)
Paiements du principal des obligations locatives	<b>(41)</b>	–
Coûts de transaction engagés	–	(16)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	<b>(136)</b>	–
Dividendes payés	<b>(247)</b>	(247)
<b>Sorties de trésorerie liées aux activités de financement</b>	<b>(405)</b>	(189)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<b>(141)</b>	(43)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à l'ouverture de la période	<b>405</b>	(6)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à la clôture de la période</b>	<b>264</b>	(49)

## À propos des énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent communiqué. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

### Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent communiqué.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées notamment sur les facteurs suivants :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent communiqué et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

## **Risques et incertitudes**

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent communiqué sont assujettis à cette mise en garde.

## **Avant de prendre une décision d'investissement**

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » de notre rapport de gestion pour le premier trimestre de 2019, ainsi que les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2018, de même que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web [sedar.com](http://sedar.com) et [sec.gov](http://sec.gov). L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

###